

**Samedi 26 janvier 2013 à Orléans,
Place de la République à partir de 15h00 :**

**inauguration du monument « *La République défigurée par la finance* »
à l'occasion du projet de loi « *portant réforme bancaire et financière* ».**

Le Collectif du Loiret pour un audit de la Dette invite officiellement Valérie Corre, députée du Loiret, et les dirigeants des banques orléanaises, à participer à l'inauguration.

Face à la volonté de changement qui s'exprime dans notre société, la dernière victoire du monde bancaire est constituée par le récent projet de loi de Réforme bancaire et financière. En effet, celui-ci est un geste de plus pour « rassurer les marchés » et préserver en priorité les intérêts des acteurs financiers ; faisant ainsi porter intégralement le fardeau des ajustements sur les salariés et les contribuables.

Le Président de la République nous avait promis une véritable rupture (séparation des activités spéculatives, sortie des paradis fiscaux, interdiction des produits financiers toxiques – voir son engagement numéro 7), mais c'est une loi en carton-pâte visiblement modelée par la finance qui nous est présentée : des régulations tellement poreuses qu'elles ne régulent rien, des interdictions portant sur des pratiques quasi inexistantes, etc. Selon les estimations publiées par les banques elles-mêmes, cette nouvelle loi affectera moins de 5% de leur activité !

La cérémonie que nous organisons samedi 26 janvier est aussi pour nous l'occasion de réaffirmer les décisions indispensables à prendre dans le domaine. Il est essentiel **de remettre la finance au service de la société**, de désarmer les marchés pour leur enlever leur pouvoir de nuisance, grâce aux réformes suivantes :

- 1) **Un plan d'austérité pour les banques / un plan de sauvetage pour les peuples** : empêcher la formation de conglomérats de taille critique ; séparer activités de crédits et activités de marchés ; encadrer les rémunérations des banquiers.
- 2) **Désarmer les banques** : taxer l'ensemble des transactions financières spéculatives, interdire les filiales dans les paradis fiscaux.
- 3) **Réduire l'influence des banques et accroître le contrôle populaire** : créer des agences de notation publiques, faire participer les usagers aux instances de décision et de contrôle des banques ; développer un pôle public bancaire.
- 4) **Réaliser un audit de la dette publique**, afin d'en déterminer la part illégitime ; notamment celle contractée pour financer le plan de sauvetage des banques et les dégâts qu'elles ont provoqués) et d'exiger son annulation pure et simple.

**Le Collectif du Loiret pour un Audit Citoyen de la Dette.
(CAC 45)**

* *Le CAC 45 est constitué des organisations suivantes : Alternative Citoyenne Abraysienne, Association Partage, Attac 45, CADTM, Confédération Paysanne, DAL, France-Cuba, FSU, La Vie Nouvelle, Ligue des Droits de l'Homme, Solidaires.*

* *Soutiens : Europe Ecologie-Les Verts, Fédération anarchiste, Jeunes Ecologistes, MJS, NPA, PCF, Parti de Gauche.*